

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
AFFAIRE SUIVIE PAR : L. LAGNIEN
TEL. : 04.76.60.32.81
FAX : 04 76 60 32 57
e-mail : laurence.lagnien@isere.pref.gouv.fr

ARRETE N°2008-06202

Sté. B.M.R.A POINT P
Autorisation de changement d'exploitant
Carrière antérieurement exploitée par la Sté Carrières de Courtenay
Sur la commune de COURTENAY – lieudit « La Roche Grande Terre »

LE PREFET DE L'ISERE
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18/09/2000, notamment le livre V
- VU le Code Minier
- VU la loi n° 2006-1772 du 30/12/2006 sur l'eau
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive
- VU le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V du Code de l'Environnement
- VU l'arrêté ministériel du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux modifié par l'arrêté ministériel du 24/01/2001
- VU l'arrêté interministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières
- VU la demande de la société BMRA POINT P 2080 avenue des Landiers – 73024 CHAMBERY CEDEX
- VU les avis et observations exprimés au vu de l'instruction
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 9 juin 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 91.2223 du 15 mai 1991 autorisant la société des « CARRIERES DE COURTENAY » à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de COURTENAY.

.../...

.../...

2

VU l'arrêté préfectoral n° 8403 du 23 novembre 1999 complétant l'arrêté précédent et autorisant les « CARRIERES DE COURTENAY » à exploiter une installation de concassage criblage sur le territoire de la commune de COURTENAY.

VU l'arrêté préfectoral n° 99.3847 du 31 mai 1999 instaurant la mise en place des garanties financières.

Considérant les capacités techniques et financières de la Sté. B.M.R.A. POINT P et la recevabilité du dossier concernant les garanties financières,

Considérant l'accord, à l'unanimité, des membres de la Commission de la Nature, du Paysage et des Sites – Sous Commission Carrières – en sa séance du 27 juin 2008 portant sur le changement d'exploitant au bénéfice de la Sté. B.M.R.A.POINT P

Considérant qu'un projet de l'arrêté d'autorisation a été adressé au pétitionnaire le 30 juin 2008 afin de recueillir son avis,

Considérant l'absence d'observations formulées par la Sté. B.M.R.A.POINT P et de ce fait son accord tacite concernant le projet qui lui a été soumis pour avis,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère,

A R R E T E

TITRE I – DONNEES GENERALES de L'AUTORISATION

Article 1 :

L'article 1^{er}, 1^{er} alinéa de l'arrêté préfectoral n° 91.2223 du 15 mai 1991 est modifié comme suit :

La société BMRA POINT. P dont le siège social est domicilié 2080 avenue des Landiers – 73024 CHAMBERY est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une carrière ainsi que les activités désignées ci-après sur le territoire de la commune de COURTENAY au lieudit « La Roche Grande Terre » pour une superficie de 154.700 m²

Article 2 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 8403 du 23 novembre 1999 est modifié comme suit :

La société BMRA POINT P dont le siège social est domiciliée 2080 avenue des Landiers 73024 CHAMBERY est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une installation de premiers traitements de matériaux de carrière d'une puissance inférieure à 200 KW.

.../...

.../...

Article 3 :

L'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 99.3847 du 31 mai 1997 est modifié comme suit :

Le montant des garanties financières permettant la remise en état est fixé à : 85.412 € pour la période 2008-2011.

Article 4 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE.
pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
pour les tiers, le délai de recours est de six mois.

Article 5 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture de l'Isère (Direction de la Cohésion Sociale et du Développement Durable- Bureau de l'Environnement) le texte des prescriptions, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché de façon visible et en permanence dans l'établissement concerné, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 6 : Exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de l'Isère
- Monsieur le Sous Préfet de LA TOUR DU PIN
chargé de l'arrondissement de LA TOUR DU PIN
- Monsieur le Maire de COURTENAY
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
RHONE ALPES
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
- Monsieur le Colonel, Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère
-

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint


MICHEL CRECHET

